

Néanmoins, tenant particulièrement compte des taux de croissance affichés dans les années précédentes, cette faible progression traduit un certain ralentissement de la macro-branche **Commerce, Restaurant et Hôtel**.

Hausse de la demande globale

Comme indiqué antérieurement, la **Consommation Finale**, l'une des composantes de la demande globale, renfermant les dépenses de consommation effectuées par les ménages, les administrations publiques et les Institutions sans Buts Lucratifs au Service des Ménages (ISBLSM), a atteint 26.1 milliards de gourdes en valeur constante contre 25.4 milliards en 2016, soit une augmentation, en volume, de 2.8%.

La dynamique de croissance de la Consommation Finale au terme de l'exercice fiscal 2017 peut-être attribuée d'une part, aux effets concluants de l'envoi des transferts sans contrepartie aux ménages qui ont atteint 2721.8⁷ millions de dollars américains, contre 2358.6 millions en 2016, soit une augmentation de 15.4% et d'autre part, à l'accroissement des traitements et salaires tant au niveau de l'Administration Publique (8.0)%⁸ que du secteur privé (15.0)%⁹.

Parallèlement, l'Investissement, l'autre composante de la demande globale, a également contribué à l'amélioration de la croissance. En effet, atteignant 6.2 milliards de gourdes, elle a enregistré, en volume, 0.9% de hausse.

A l'origine de cette augmentation, s'inscrivent, entre autres, l'apport de l'investissement direct étranger (IDE) qui a nettement progressé par rapport à l'exercice fiscal 2017 ainsi que la hausse des crédits accordés par les Institutions Bancaires au secteur privé.

Du côté de la demande externe, le solde de la balance commerciale s'est davantage dégradé notamment : (i) à cause des importations qui ne cessent d'augmenter (2%), passant de 22793 millions de gourdes en 2016 à 23260 millions en 2017 et (ii) les exportations, qui se sont contractées à 7009 millions

⁷ : Balance des Paiements de la BRH
⁸ : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (MEF)
⁹ : Estimée à partir des données de la DGI

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
En millions de gourdes courantes					
	2012-13	2013-14	2014-15*	2015-16**	2016-17***
PIB	364517	391635	423644	481212	551911
Importations	190609	206520	214128	253214	311769
Offre Globale	555126	598155	637772	734426	863680
Consommation	379137	404470	415754	488009	599785
Investissement	109445	121165	137258	146701	159926
Exportations	66544	72520	84760	99716	103969
Demande Globale	555126	598155	637772	734426	863680

En millions de gourdes constantes					
	2012-13	2013-14	2014-15*	2015-16**	2016-17***
PIB	15017	15439	15626	15853	16039
Importations	21553	22121	22603	22793	23260
Offre Globale	36570	37560	38229	38646	39299
Consommation	24318	24896	25103	25408	26092
Investissement	5747	5864	6078	6143	6198
Exportations	6505	6800	7048	7095	7009
Demande Globale	36570	37560	38229	38646	39299

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
 Notes : * Semi-définitifs - ** Provisoires - *** Estimations

de gourdes, contre 7095 millions en 2016, soit une chute de 1.2%.

En témoignent les exportations des produits manufacturés qui se sont abaissées, passant de 363.12 millions de dollars américains en 2016 à 327.75¹⁰ millions en 2017, soit un recul de -9.7%. C'est aussi le même constat observé pour les exportations de mangues qui se sont fortement inclinées de -62.8% par rapport à 2016.

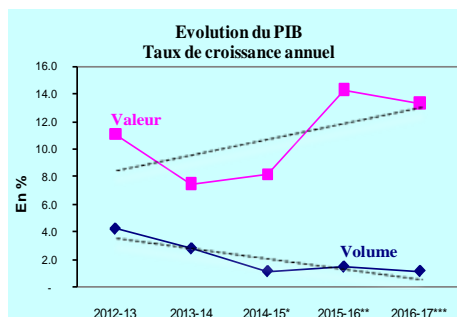
Perspectives pour l'année fiscale 2018

Tenant compte des goulots d'étranglement spécifiques auxquels l'économie a dû faire face en 2017, toutes choses étant égales par ailleurs, l'année 2018 devrait être plus prometteuse. En effet, elle est mieux partie que l'année précédente : il n'y a pas eu d'ouragan ou de cyclone majeur au début de l'année, comme c'était le cas l'année dernière avec particulièrement l'ouragan Matthew; de plus, sur le plan de la stabilité politique, le premier semestre de l'année fiscale 2018 a été relativement calme avec très peu de manifestations de rue et de mouvements de grève, facilitant ainsi un climat plus propice aux affaires.

Cependant, il ne faut pas oublier que la saison cyclonique

¹⁰ : Balance des Paiements de la BRH

débutera au troisième trimestre de l'année fiscale. Le pays, étant situé sur la trajectoire des cyclones, a besoin d'un plan de contingence adéquat pour atténuer considérablement l'impact distributif négatif des dérèglementations climatiques. En tout cas, l'atteinte de l'objectif de 2.6% de croissance du PIB en 2018 exige, entre autres, la relance effective et soutenue des activités agricoles, la redynamisation du secteur des **Bâtiments et Travaux Publics** et l'amélioration continue du climat des affaires.



INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)
 1, Angle Rue Joseph Janvier & Boulevard Harry Truman
 Tél: (509) 2813-1387, (509) 2943-2665
 Emails: ihsi@ihsi.ht & dseihsi2000@yahoo.fr
 Site: www.ihsi.ht

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2017



Direction des Statistiques Economiques, DSE

Légère hausse de l'économie en 2017

Après deux années consécutives de croissance quasi-similaire, le Produit Intérieur Brut (PIB) a atteint, en volume, une faible hausse de 1.2% au terme de l'année fiscale 2017, contre 1.5% en 2016. Ce ralentissement du rythme de croissance peut-être imputé au caractère particulier de l'exercice fiscal 2016-2017. En effet, le premier semestre de l'année fiscale 2017 a été surtout marqué par (i) le passage du cyclone Matthew, (ii) la fin des turbulences électorales de 2016, (iii) le départ du gouvernement de transition et (iv) l'installation des nouvelles autorités, avec tout ce que cela suscitait en termes d'incertitude, d'attentisme et même de changement de priorité chez les acteurs économiques tant privés que publics.

Néanmoins, malgré ces difficultés, l'économie haïtienne a pu éviter le pire. Au niveau sectoriel, la branche agricole, pour laquelle on redoutait surtout une croissance négative suite aux dégâts causés par le cyclone Matthew, a pu garder la tête sur l'eau avec une croissance positive de 0.8%¹ de sa valeur ajoutée à prix constant, contre 3.0% en 2016. De leurs côtés, portées par les fabrications de produits alimentaires et de boissons (2.8%), les industries manufacturières n'ont crû que de 1.0%, à cause notamment de la chute des industries textiles (-2.0%) et de celles des fabrications de papier et des activités d'impression (-0.2%). Ces dernières avaient réalisé en 2016 une augmentation de 2.7%, consécutive à la forte demande liée aux campagnes électorales. L'autre branche qui a aussi contribué à la hausse du PIB en 2017 est la Construction (Bâtiments et Travaux Publics, BTP) dont la valeur ajoutée à prix constant a progressé de 0.9%. Il convient toutefois de noter que, depuis l'année dernière, cette branche d'activité n'affiche plus le dynamisme dont elle faisait montre de 2011 à 2015, ce qui dénote un certain ralentissement dans le processus de reconstruction post-séisme. Pour sa part, mené par le Commerce (1.3%), les Services non marchands (0.8%) et les Transports et Communications (1.0%), le Secteur Tertiaire n'est pas en reste avec une croissance moyenne de 0.9% de sa valeur ajoutée.

En ce qui concerne les grandes composantes du PIB, l'analyse de la demande globale indique que c'est surtout la Consommation finale (2.7%), suivie de l'Investissement (0.9%) qui ont tiré la croissance, puisque les exportations, en volume, ont plutôt chuté de 1.2%. La Consommation finale a été surtout boostée par la hausse des transferts de la diaspora (15.4%)² et l'accroissement de la masse salariale tant au niveau public (8.0%)³ que privé (15.5%).

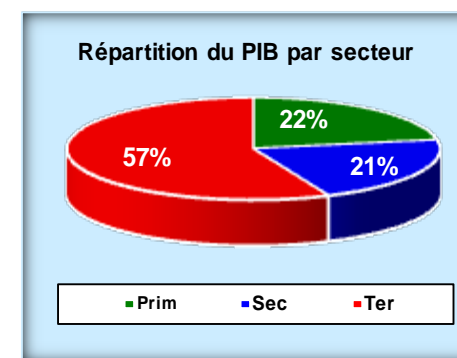
Par ailleurs, en dépit d'une certaine stabilité du taux de change (surtout à partir du mois de mai), des tensions inflationnistes ont été, quand même, observées dans l'économie haïtienne qui a clôturé l'année fiscale 2017 avec 15.4% d'inflation en glissement annuel contre 12.5% en 2016. On notera toutefois que les tensions inflationnistes ont été beaucoup plus prononcées du côté des produits locaux (16.0%) que des produits importés (13.3%).

Analyse sectorielle du PIB

Faible croissance du secteur agricole

Sévèrement affectée par les soubresauts climatiques qui ont affaibli la production agricole du Grand sud, du Nord-Ouest et de certaines communes du département du Nord'Est, la branche **Agriculture, élevage et pêche**, évaluée à près de 3.3 milliards de gourdes, en valeurs constantes, et représentant envi-

1 Estimée à partir des données du MARNDR et de la CNSA.
 2 Balance des Paiements de la BRH



ron un cinquième (1/5) du PIB, a augmenté en 2017 de seulement 0.8%, contre 3.1% en 2016.

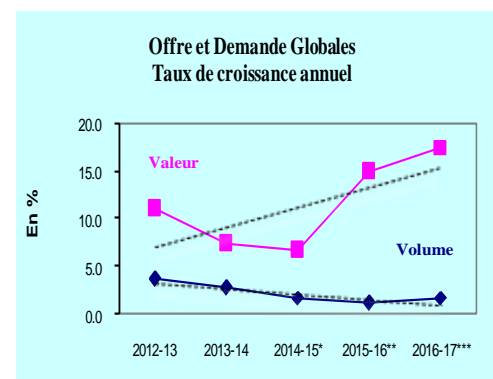
Cette modeste croissance a été rendue possible grâce à l'amélioration de la production agricole dans les régions qui ont été épargnées par les catastrophes naturelles.

3:Tableaux des Opérations Financières de l'Etat du Ministère de l'Economie et des Finances.
 4:Estimé à partir des données de la DGI

Il faut également souligner que l'apport de la campagne agricole de printemps, représentant une part importante (60% environ) de la production annuelle du secteur, a été déterminant dans les résultats obtenus.

Selon les responsables du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), cette performance minimale du secteur agricole malgré les dérèglementations climatiques, fait suite aux nombreuses initiatives entreprises tant par le gouvernement que le secteur externe, notamment à travers des programmes de coopérations multi-latérale et bilatérale.

Hormis les projets inscrits dans les programmes quinquennaux du Renforcement des Services Publics Agricoles (RESEPA) du Ministère, financés par la BID et le Trésor Public pour la construction et la réhabilitation des infrastructures agricoles, des bassins versants et des lacs collinaires, ce secteur a pu bénéficier d'un appui financier du gouvernement canadien sur la base d'un projet réalisé en partenariat avec le MARNDR et l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et



l'Agriculture (FAO).

Dans le cadre de ce projet, une assistance semencière en boutures de patate douce, de manioc, d'haricot et de maïs a été accordée à environ 2000 ménages agricoles et à des groupes de producteurs maraîchers ainsi que des équipements et matériels de pêche à des centaines de pêcheurs qui ont été décapitalisés dans les zones sinistrées, frappées par le cyclone Matthew.

Toujours selon les techniciens du MARNDR, les interventions menées

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR					
En millions de gourdes constantes					
Branches d'activité	2012-13	2013-14	2014-15*	2015-16**	2016-17***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3360	3311	3131	3227	3254
Industries Extractives	18	19	20	20	20
Industries Manufacturières	1174	1206	1261	1280	1293
Electricité et Eau	69	70	70	72	73
Bâtiments et Travaux Publics	1470	1586	1622	1625	1639
Com., Restaurants et Hôtels	4147	4323	4441	4474	4524
Transports et Communications	1117	1158	1189	1194	1205
Autres Services Marchands	1692	1779	1817	1865	1894
Services non Marchands	1671	1705	1761	1788	1803
Branche Fictive ¹	-909	-966	-981	-992	-994
Valeur ajoutée brute totale	13809	14191	14331	14553	14711
Impôts moins subventions sur les produits	1208	1248	1295	1300	1328
Produit intérieur brut	15017	15439	15626	15853	16039
Taux de croissance en %	4.2	2.8	1.2	1.5	1.2

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) - Notes : * Semi-définitifs - ** Provisoires -

(1) : Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la « production imputée de services bancaires » (SCN 93).

par le gouvernement central dans la construction et la réhabilitation des routes et des infrastructures hydro-agricoles, le curage et l'entretien des canaux d'irrigation ont constitué également des facteurs déterminants dans la progression du secteur de l'agriculture.

Parallèlement, les **industries extractives**, l'autre composante du secteur primaire qui regroupe essentiellement les activités d'extraction de pierres, de gravier et de sable, ont enregistré avec 20.5 millions de gourdes, à prix constants, une croissance de 1.4% contre 0.5% en 2016. Aussi faible soit-elle, cette hausse est plutôt compatible avec l'évolution de la branche connexe des Bâtiments et Travaux Publics.

Légère hausse du secteur manufacturier

Les industries manufacturières, inscrites à près de 1.3 milliards de gourdes constantes à la fin de l'exercice fiscal 2017, ont subi une légère décélération avec une hausse d'environ 1.0%, contre 1.5% l'année antérieure.

Cette augmentation s'explique surtout par l'apport d'une production plus importante de la branche des industries de fabrication alimentaire et de boissons qui a vu son taux d'accroissement passer de 2.4% en 2016 à 2.8% en 2017.

Pour sa part, la branche des industries textile, d'habillement et

de cuir, la seconde en importance parmi les industries manufacturières, a décliné une nouvelle fois en accusant une chute de 2.0%, suite à la baisse de 1.0% qu'elle avait déjà connue en 2016.

En témoignent les exportations des industries d'assemblage aux Etats-Unis qui se sont détériorées en atteignant 833.9⁵ millions de dollars américains en 2017, contre 878.0 millions en 2016, soit une contraction de -5.0%.

Les autres industries du secteur manufacturier ont affiché dans l'ensemble un comportement mitigé. Le faible poids de celles qui ont fluctué de manière positive n'a pas eu d'impact trop significatif sur l'évolution globale du secteur.

Evolution différenciée des services de base

Les services de base, constitués essentiellement de la production et de la distribution d'eau et d'électricité, ont ralenti avec 72.9 millions de gourdes en terme réel, soit une progression de 1.8% en 2017, contre 2.5% en 2016. Le **secteur de l'eau** est à l'origine de la hausse obtenue, car la **production d'Energie Electrique** a globalement chuté.

En effet, la production totale d'électricité qui avait atteint 1092.5 millions de kw/hrs en 2016 s'est positionnée à 1089.3⁵ millions en 2017, soit une baisse de -0.3%.

5: Tableau des Exportations des produits de la BRH

La chute du niveau d'électricité produite est consécutive à la contre-performance des centrales thermiques qui ont subi une perte de 7.7% par rapport à la production de 2016.

En dépit d'une certaine stabilité des activités de production au niveau de la quasi-totalité des principales centrales thermiques du pays, hormis les contraintes structurelles récurrentes auxquelles l'Electricité d'Haïti (EDH) a toujours fait face, cette régression provient essentiellement des difficultés ayant empêché l'un des fournisseurs privés d'approvisionner l'EDH en énergie, suite aux différents qui avaient opposé les deux parties.

En ce qui concerne la production hydro-électrique, le niveau de croissance a plus que doublé sur la période. Fixée à 54.5 millions de kw/hrs, à la fin de l'exercice fiscal 2016, elle a enregistré le record d'atteindre 131.4⁶ millions en 2017, soit une progression de 140.9%.

Selon les techniciens de l'EDH, cette envolée est subséquente aux travaux d'entretien et de réparation menés au cours de l'exercice antérieur au niveau de la Centrale de Péligré afin de renforcer sa capacité de production qui est passée de 18 à 54 mégawatts. La réhabilitation de certaines structures défectueuses au niveau des centrales de Gaillard et de Saut Mathurine, qui n'avaient pas fonctionné durant trois mois consécutifs au cours de l'exercice fiscal 2017, a également contribué au dynamisme de cette composante du secteur de l'énergie.

En ce qui concerne le **secteur de l'eau**, sa production a crû de 5.2%, atteignant 43.1⁷ millions de mètres cubes en 2017 contre 41.0 millions en 2016. La production des sources aussi bien que celle émanant des sites de forage ont contribué à cette performance du secteur. En effet, la production des sources qui avait stagné en 2016 avec 27.0 millions de mètres cube s'est hissée à hauteur de 28.6

6: Tableau de Production de l'EDH

7: Tableau de Production de la DINEPA

millions en 2017, soit une hausse de 5.9%.

Cette augmentation, selon les responsables de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), est surtout consécutive à l'exécution de certains travaux dans le cadre de nouveaux projets financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et l'Agence de Coopération Espagnole visant particulièrement :

a) la réhabilitation de plusieurs réseaux de distribution au niveau de l'Aire Métropolitaine ;

b) l'extension de plusieurs réseaux d'adduction d'eau potable pour l'alimentation de certaines régions non encore desservies ;

c) la construction de nouveaux réservoirs pour l'emmagasinage de l'eau captée à partir des points d'eau.

Parallèlement, la production d'eau issue des sites de forage, à l'instar de la filière source, a crû de manière positive mais dans une proportion nettement moins accentuée qu'en 2016. De 13.9 millions de mètres cubes, elle est passée à 14.5⁸ millions, soit une progression de 3.8% contre 17.9% en 2016.

Faible hausse du secteur de la Construction

Depuis l'année dernière, cette branche d'activité n'affiche plus le dynamisme dont elle faisait montre de 2011 à 2015, ce qui dénote un certain ralentissement dans le processus de reconstruction post-séisme.

En effet, après avoir quasiment stagné (0.2%) l'année dernière, la branche des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) estimée à 1.6 milliards de gourdes à prix constants s'est tassée à 0.9% à la fin de l'exercice fiscal 2017. Son évolution demeure compatible à la croissance des autres branches connexes telles

8: Tableau de Production de la DINEPA

que les industries extractives ainsi que celles de fabrication de produits minéraux non métalliques qui ont atteint respectivement 1.4% et 0.5% d'augmentation.

A l'origine de la croissance de 0.9% des **Bâtiments et Travaux Publics** se trouvent, outre l'exécution des projets de construction du secteur privé des affaires et des ménages, les grandes réalisations effectuées à partir des fonds d'investissements publics, notamment la réhabilitation et la construction d'infrastructures routières et sanitaires, aéroportuaires et d'édifices publics.

Augmentation des services marchands

Avec une valeur ajoutée équivalant à 7.6 milliards de gourdes à prix constants, les Services Marchands qui renferment les branches **Commerce, Restaurants et Hôtels, Transport et Communications** et les **Autres Services Marchands**, ont enregistré un accroissement similaire de 1.2% par rapport à l'année fiscale antérieure 2016. Portée essentiellement par le Commerce, toutes les composantes de cette macro-branche ont concouru à sa hausse.

La branche **Commerce, Restaurants et Hôtels** dont le poids (59.3%) dans les activités des **Services Marchands** n'a pas beaucoup varié depuis les cinq dernières années, a fluctué à la hausse avec une valeur ajoutée exprimée en terme réel à 4.5 milliards de gourdes, ce qui représente un accroissement de 1.1% contre 1.9% en 2016.

Le résultat positif affiché par cette branche est surtout compatible à l'évolution des activités commerciales dont l'indice a enregistré, en rythme annuel, une hausse de 1.3% contre 0.6% en 2016. Par contre, la sous-branche **Restaurants et Hôtels** est demeurée quasi-stationnaire et n'a pas eu vraiment d'impact sur le comportement global de la branche.